

# APPEL À PROJETS

## « ACTE : Agriculture Climat & Territoires »



### Cahier des charges et dossier de candidature

Version 1.2 du 7 février 2019

CET APPEL A PROJET REGIONAL

SE DERoule SUR PLUSIEURS PHASES SUCCESSIVES DE CANDIDATURES

-

LE DOSSIER DE CANDIDATURE JOINT A CE CAHIER DES CHARGES

EST A ENVOYER SOUS 2 FORMATS INFORMATIQUES (PDF et WORD)

AVANT PLUSIEURS ECHEANCES AU CHOIX DU CANDIDAT

**29/03/2019 et 19/06/2019 à 18h00**

-

A L'ADRESSE ELECTRONIQUE SUIVANTE : [subvention.bretagne@ademe.fr](mailto:subvention.bretagne@ademe.fr)

EN SPECIFIANT « CANDIDATURE AAP ACTE » EN OBJET DU MAIL

(l'utilisation de plateformes d'échange libres est possible en cas de pièces attachées trop volumineuses).

L'AAP ACTE est financé par :



## A. Préambule

La loi de transition énergétique pour la croissance verte d'août 2015 fixe un nouveau cap et définit des objectifs ambitieux en matière d'économies d'énergie, de réduction des émissions de gaz à effet de serre, de stockage de carbone et d'adaptation au changement climatique. La réalisation de ces objectifs suppose de profondes évolutions de nos territoires, tant pour les citoyens à travers leurs modes d'habiter et de se déplacer que les collectivités par l'aménagement du territoire et les services proposés, mais aussi par les entreprises, y compris agricoles, à travers les modes de production de biens et de services.

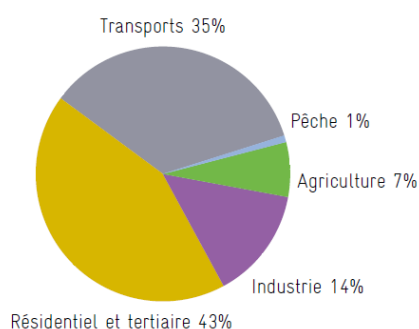
En Bretagne, 49 établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) doivent ainsi mettre en œuvre des Plans climat-air-énergie territoriaux permettant de répondre à ces objectifs.

En Bretagne, la production agricole est le premier secteur d'activité émetteur de gaz à effet de serre, mais aussi le premier potentiel de production d'énergies renouvelables (éolien, méthanisation, solaire, etc.) et le premier potentiel de stockage de carbone dans les sols.

Le secteur agricole, avec lequel les collectivités sont peu habituées à travailler sur les questions énergétiques et climatiques, devient donc un acteur incontournable dans la construction et la mise en œuvre des PCAET.

## B. Enjeux énergétiques et climatiques de l'agriculture en Bretagne

### 1. Consommation et production d'énergie



L'agriculture ne représente que 7 % des consommations d'énergie de la Bretagne. L'enjeu énergétique est donc surtout pertinent :

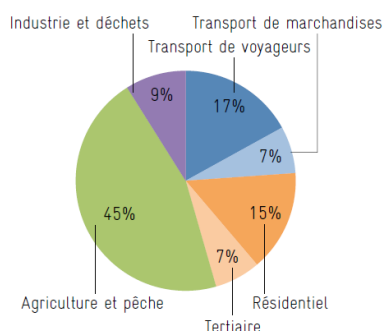
- Pour l'équilibre économique des exploitations agricoles
- Par le potentiel de production d'énergies renouvelables du secteur agricole.

Pour atteindre des objectifs ambitieux, type « territoire à énergie positive », les territoires devront fortement réduire les consommations d'énergie de tous les secteurs d'activité (en premier lieu bâtiments et transports) et fortement augmenter leurs productions d'énergie renouvelable.

Le secteur agricole, réparti sur l'ensemble du territoire et disposant d'importantes surfaces, de toiture ou au sol, contribue déjà à la transition énergétique et dispose d'un potentiel important sur différentes filières :

- Méthanisation : 2 millions de tonnes de biomasse méthanisées chaque année pour 300 GWh d'énergie produite. Un potentiel important selon les types de biomasse : effluents d'élevage (x79), résidus de cultures (x360), cultures dédiées (x130), etc ;
- Solaire : potentiel important de développement possibles sur les toitures de bâtiments agricoles (solaire thermique et photovoltaïque) ;
- Bois énergie : 1 000 000 m<sup>3</sup> de bois produit annuellement en Bretagne, soit 6% des consommations d'énergie régionales, avec un potentiel de +50% à +100% ;
- Eolien : les parcs éoliens sont essentiellement situés en zones agricoles. En Bretagne, on dénombre environ 150 éoliennes, et ce nombre est amené à progresser.

### 2. Emissions de GES

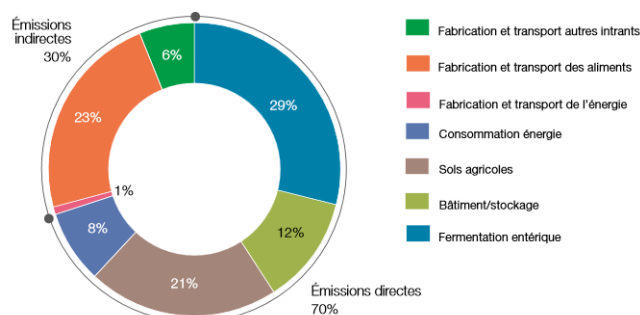


L'agriculture est responsable d'environ 45% des émissions de gaz à effet de serre du territoire breton (hors émissions indirectes sur d'autres territoires Français ou d'autres pays).

Les principaux gaz à effet de serre émis par l'agriculture sont le dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) issus de la consommation d'énergie fossile (émission énergétique), ainsi que le méthane (CH<sub>4</sub>) et le protoxyde d'azote (N<sub>2</sub>O) issus de processus biologiques (émissions non énergétiques).

Les émissions se répartissent en grands postes :

- Fabrication et transports des intrants et aliments (29%) : ce sont des émissions en partie attribuées au territoire breton et en partie à d'autres territoires
- Sols agricoles (utilisation d'intrants) (21%)
- Elevage : fermentation entérique, gestion et stockage des déjections (41%)
- Consommation d'énergie (8%)



Source : Climagri® 2012

Mais l'agriculture n'est pas qu'un secteur émetteur de gaz à effet de serre, puisqu'elle permet de stocker du carbone. On estime que la séquestration de carbone par les milieux naturels et agricoles représente de l'ordre de 10 % des émissions annuelles en Bretagne.

### 3. Adaptation au changement climatique

En Bretagne, le réchauffement pourrait se traduire par des hausses de températures de 3 à 5°C à l'horizon 2100 selon Météo France. Les conséquences sur l'agriculture sont multiples, notamment une évolution :

- des rendements (positives pour certaines variétés et négatives pour d'autres),
- des dates de semis et de récolte,
- du nombre de jours disponibles pour les travaux agricoles,
- des contraintes sur le confort animal, etc.,
- une augmentation de certains risques comme l'échaudage pour les céréales.

Malgré des incertitudes sur les précipitations estivales, la hausse des températures en été devrait engendrer une plus grande sécheresse des sols (selon les résultats du projet de recherche CLIMSEC) avec des conséquences notamment sur la production de fourrage (selon les résultats du projet de recherche CLIMATOR).

Toujours selon les résultats de CLIMSEC des événements climatiques extrêmes comme les canicules de 1976 et de 2003 deviendront plus fréquents dans le futur. L'élévation du niveau de la mer provoquera plus d'inondations et d'érosion côtière. Autant d'évolutions qui rendront nécessaires des adaptations plus ou moins importantes de l'agriculture bretonne, selon l'ampleur du réchauffement.

## C. Les axes de travail de l'agriculture

Le secteur agricole dispose de nombreux leviers pour engager la transition. Plusieurs acteurs construisent des listes d'actions, retours d'expériences et offres de services pour mobiliser les agriculteurs et leurs partenaires à l'échelon territorial.

Parmi les pistes d'action répertoriées, on pourra citer par exemple (liste non exhaustive) :

- Optimiser la gestion des déjections
- Réduire les concentrés en élevage et optimiser la ration alimentaire
- Augmenter l'autonomie protéique et fourragère
- Favoriser les techniques culturales simplifiées
- Stocker le carbone et la matière organique dans les sols
- Equilibrer la fertilisation
- Produire de l'énergie renouvelable : méthanisation, bois-énergie, photovoltaïque, solaire thermique, éolien, production de bois forestier et de bocage, etc.
- Améliorer l'efficacité énergétique du bâtiment, des tracteurs, récupérer la chaleur
- Etc.

## D. Objet de l'appel à projets

L'appel à projets ACTE a pour objectif d'accompagner les collectivités souhaitant animer une démarche énergie-climat en agriculture sur leur territoire avec un ensemble de partenaires de son choix.

### 1. Accompagnement technique et financier

L'accompagnement technique et financier d'un lauréat se décline en 2 phases distinctes :

#### Phase 1 : « Elaboration d'une stratégie air-énergie-climat en agriculture »

Cette phase se déroule sur une durée indicative de 6 mois.

En phase 1, la collectivité mobilisera ses partenaires par des actions d'animation et de co-construction.

L'objectif de cette phase 1 est triple :

- L'établissement d'une **stratégie agricole territoriale pour l'énergie, les gaz à effet de serre, l'air et le climat** avec l'ensemble des acteurs concernés, en premier lieu les **élus de l'EPCI**, les **agriculteurs** (par exemple par leurs représentants), **l'agence de l'eau**, la Région (en tant qu'autorité de gestion des fonds européens pour l'agriculture) ou les relais régionaux (AILE, GIE Elevages, Abibois, CRAB, FR CIVAM, ...). D'autres partenaires peuvent être mobilisés, en particulier les partenaires des agriculteurs (coopératives, industriels, etc.).
- L'écriture d'un **plan d'action** concret qui pourra être mis en œuvre par les acteurs agricoles du territoire ;
- La construction d'une **stratégie d'ingénierie financière et partenariale** pour mobiliser les dispositifs existants.

La recherche des actions prioritaires du territoire pourra s'appuyer sur la boîte à outils « PCAET et agriculture » élaborée par la Chambre d'Agriculture de Bretagne :

<http://www.bretagne.synagri.com/synagri/pcaet-boite-a-outils-plan-climat-air-energie-territorial>

#### Phase 2 : « Mise en œuvre opérationnelle du projet »

Le programme d'actions se déroule idéalement sur une durée de deux à trois ans. Seuls les territoires ayant réalisé la phase 1 ou équivalente seront éligibles en phase 2.

Cette deuxième phase consiste à déployer les actions de changement de pratiques agricoles sélectionnées en phase 1.

Le déploiement pourra être réalisé par un accompagnement individuel (avec chaque agriculteur mobilisé) ou collectif.

**Les actions individuelles devront au maximum mobiliser les dispositifs de diagnostics et d'incitation au changement de pratique existants.**

Dans les deux phases, les aides régionales visent à soutenir des partenariats et prestations externalisées d'étude, animation, communication et formation. Sauf exception, et avec dérogation de l'ADEME, le financement ne pourra être orienté vers le financement de moyens humains au sein de la collectivité.

Les travaux sont donc réalisés par un prestataire ou un groupement de prestataires spécialiste(s) de l'agriculture et des questions énergie-climat pour le compte de la collectivité.

### 2. Articulation avec les dispositifs et financements existants et rôle de l'EPCI

Les projets sélectionnés dans l'AAP ACTE devront s'intégrer dans un écosystème existant d'ingénierie territoriale. Des programmes ciblant d'autres thématiques de l'environnement (qualité des eaux de surface, quantités d'eau,

biodiversité, etc.) et ayant des répercussions positives sur le climat sont en effet déjà en cours sur la plupart des territoires.

Les lauréats devront s'intégrer et utiliser les autres dispositifs existants :

- Diagnostics existants : Pass Bio, Pass MAEC, Breizh Forêt Bois, Pass' Avenir, etc.
- Autres financements existants : AEP (Région), Groupe 30 000, etc.
- Animation territoriale : Breizh bocage, bassins versants, etc.

Par ailleurs, la loi de transition énergétique a donné aux EPCI a un rôle d'entraînement et d'accompagnement des démarches énergie-climat à l'échelle du territoire.

Dans le cadre de l'AAP ACTE, **il est donc attendu que l'effort financier et/ou en ressources humaines ne soit pas principalement porté par l'EPCI, mais partagé par un ensemble de partenaires**. Le montage retenu devra être présenté dans le dossier de candidature.

## E. Principe de sélection et accompagnement du ou des lauréats

### 1. Analyse des candidatures

Après réception des candidatures, les services de l'ADEME Bretagne instruiront et analyseront les dossiers reçus. Un classement sera établi selon une grille d'analyse qui permettra notamment d'apprécier :

- Pour une candidature à la phase 1 :
  - L'engagement du candidat dans la démarche au travers du rapport de candidature,
  - La qualité et la clarté des demandes émises dans le cahier des charges de l'étude de phase 1 transmis dans la candidature,
  - La première description sur l'organisation construite autour du projet (gouvernance).
- Pour une candidature à la phase 2 :
  - L'engagement du candidat dans la démarche au travers du rapport de candidature,
  - Le niveau d'avancement du candidat sur le sujet de l'économie circulaire,
  - La clarté et l'exhaustivité de l'état des lieux du territoire (tant quantitatif que qualitatif)
  - La qualité de la cartographie des acteurs et des ressources pouvant être mobilisés,
  - Le niveau d'ambition du plan d'actions pluriannuel et des actions envisagées en elles-mêmes,
  - La pertinence du ou des « approche(s) ressources » établies par le candidat, comme décrit dans le présent cahier des charges,
  - Les ambitions des objectifs envisagés.

Ce classement servira à sélectionner le ou les lauréats, par décision d'un jury constitué d'un ou plusieurs représentants de l'Etat, le Conseil Régional de Bretagne et l'ADEME Bretagne (composition à confirmer). Ces lauréats pourront par la suite être accompagnés par l'ADEME Bretagne.

<p><b>Le nombre de candidats sélectionnés sera défini selon les budgets disponibles en date de la sélection.</b></p>
--

### 2. Critères de sélection

En phase 1, les territoires candidats seront évalués sur :

- L'implication des élus de l'EPCI
- L'implication des élus agricoles du territoire
- La qualité de la prestation proposée : méthodes d'animation, connaissances du monde agricole, connaissance des actions énergie – climat
- L'optimisation des moyens humains et financiers sollicités (auto et cofinancement) et l'articulation avec les autres dispositifs

En phase 2, les territoires candidats seront évalués sur :

- La qualité de la démarche « phase 1 » ainsi que de la stratégie retenue, notamment en terme de méthode de mobilisation, d'animation et de déploiement sur le territoire,
- L'optimisation des moyens humains et financiers sollicités (auto et cofinancement) et l'articulation avec les autres dispositifs

- L'ambition du projet au regard :
  - o des objectifs de consommations d'énergie, production d'EnR, impacts sur les gaz à effet de serre (réduction des émissions et augmentation de la séquestration) et adaptation au changement climatique
  - o des objectifs de mobilisation des agriculteurs

### 3. Niveau d'aide

Le niveau d'aide de l'ADEME sera à préciser pour chaque projet en fonction :

- Du budget disponible à date de la candidature
- De la qualité du projet présenté

À titre indicatif, il est envisagé de financer :

- Phase 1 : 50% des dépenses éligibles
- Phase 2 : l'équivalent de 0,2 à 1 ETP par an selon l'ambition du projet, sur une base forfaitaire de 24 000 € par ETP par an, ainsi que les dépenses directes d'animation / communication / formation

## F. Modalités de candidature

### 1. Nature du porteur

**Cet appel à projets est à destination des collectivités territoriales situées en région Bretagne.**

Les collectivités locales qui souhaitent candidater devront répondre aux prérequis suivants :

- Etablissement Public de Coopération Intercommunal (EPCI) à fiscalité propre en cours de démarche PCAET,
- Portage politique au plus haut niveau (concrétisé par un courrier d'engagement qui accompagnera le dossier de candidature).

Les candidatures groupées sont possibles. Il sera demandé un engagement de la part de l'ensemble des parties prenantes à ce groupement.

De même, un Pays pourra candidater au présent appel à projet (phases 1 et 2), en le justifiant (exemple d'un Pays qui porterait la mission d'élaboration d'un Plan Climat Air Energie Territorial), en démontrant son rôle fédérateur et sa capacité à mobiliser l'ensemble des acteurs (publics, privés, associatifs, institutionnels, ...).

### 2. Nature du projet

Ne seront pas éligibles aux subventions de l'appel à projets :

- ⇒ Les actions relevant d'obligations réglementaires ;
- ⇒ Des actions ponctuelles et/ou limitées à la mise en place d'un « simple » espace (physique ou virtuel) ouvert à tous, sans être intégrées dans le cadre d'une démarche participative plus globale ;
- ⇒ Des actions de formation « classique » ;
- ⇒ Les actions soutenues par l'ADEME et/ou la Région au titre d'une autre politique sur la même thématique.

### 3. Dossier de demande de subvention :

Les candidats devront déposer un **dossier de demande de subvention** présentant le contenu du projet faisant l'objet de la demande. Ce dossier devra permettre d'appréhender de manière claire et précise :

- ⇒ L'implication de la collectivité,
- ⇒ L'inscription du projet sur le territoire,
- ⇒ Les partenaires impliqués,
- ⇒ Un budget et un plan de financement,
- ⇒ Les modalités d'évaluation du projet.



#### 4. Eligibilité des dépenses

- ⇒ Les dépenses éligibles comprennent les coûts directs de mise en œuvre du projet, les frais généraux liés au projet et plafonnés.
- ⇒ Sont exclus des dépenses éligibles : les frais de structures et/ou de fonctionnement de l'activité ordinaire de la structure porteuse c'est-à-dire les frais généraux autres que ceux engagés pour la mise en œuvre du projet concerné, ainsi que les frais d'immeubles.
- ⇒ Les frais généraux engagés pour la mise en œuvre du projet concerné ne pourront dépasser 25% du montant total des dépenses éligibles.
- ⇒ Les subventions affectées ne peuvent être accordées qu'aux fins de soutenir des actions ou projets non encore réalisés.

#### 5. L'engagement de l'ADEME et du candidat

- ⇒ Le porteur du projet s'engage à réunir au moins une à deux fois par an un **comité de pilotage**. L'ADEME, ainsi que les partenaires régionaux pertinents (Conseil Régional, DREAL ou DRAAF) seront conviés afin de pouvoir faire état de l'avancement du projet, des difficultés et des évolutions envisagées tout au long de la démarche.
- ⇒ Les projets sélectionnés dans le cadre de l'appel à projets seront soutenus sur une **durée maximale de 3 ans**.
- ⇒ **Un contrat de moyens** sera signé entre l'ADEME et le porteur du projet. Ce contrat précisera notamment :
  - Le contenu du projet : objectifs, modalités, moyens mis en œuvre, budget,
  - L'engagement des partenaires : hauteur de l'engagement financier et plan de financement sur 3 années maximum (sous réserve des crédits disponibles), engagement à la mise en œuvre de l'action pour le porteur ;
  - Les modalités d'évaluation et de contrôle de la réalisation de l'action.
- ⇒ Chaque contrat passé entre l'ADEME et le porteur de projets sera décliné par un acte juridique de l'ADEME précisant les modalités d'attribution de la subvention régionale de chaque structure.
- ⇒ Tout manquement du porteur de projet dans la justification de la réalisation de l'action entraînera la rupture du contrat et de l'engagement juridique, ainsi que le reversement des subventions indûment perçues par le porteur.
- ⇒ A l'issue de la réalisation du projet, le bénéficiaire est tenu de fournir à l'ADEME un compte-rendu final d'exécution et un bilan financier définitif.

## G. Vos contacts à l'ADEME

### ADEME

Vincent Briot / [vincent.briot@ademe.fr](mailto:vincent.briot@ademe.fr) / 02 99 85 87 04



### LISTES DES PIÈCES A JOINDRE AU DOSSIER DE CANDIDATURE :

- ☐ Courrier d'accompagnement de la candidature
- ☐ Délibération ou lettre d'engagement approuvant l'opération, son plan de financement, autorisant le représentant de la structure à solliciter la subvention et, en cas de candidature groupée, fixant les modalités d'accord et d'organisation liées à ce groupement
- ☐ Dossier de demande d'aide :
  - ☐ Volet administratif
  - ☐ Volet technique (dit « Volet technique pour les autres demandes »), comprenant les éléments demandés ci-dessous
  - ☐ Volet financier (dit « Volet financier pour les autres demandes »)
  - ☐ RIB et K-BIS du demandeur de l'aide

#### 1. Candidature à la phase 1 : « Elaboration d'une stratégie air-énergie-climat en agriculture »

L'envoi établi par le candidat devra contenir :

- Un **rapport de candidature** qui contiendra dans la limite de 15 pages de rédaction et 10 pages d'annexes :
  - Une présentation du territoire candidat avec rappel historique, cartographie, population, compétences, dynamiques économiques ;
  - Un rappel de la politique air-énergie-climat de la collectivité et une synthèse de son PCAET ;
  - Une description succincte de l'équipe projet qui pourra être mise en place lors du futur programme d'actions ;
  - Une cartographie synthétique des acteurs interne et externes avec lesquels il sera nécessaire de travailler dans le cadre de la conduite de l'initiative « ACTE ».
- Les **pièces administratives** listées en page suivante
- 

#### 2. Candidature à la phase 2 : « Mise en œuvre opérationnelle du projet »

L'envoi établi par le candidat devra contenir :

- Un **rapport de candidature** qui contiendra dans la limite de 50 pages de rédaction (hors annexes) pour permettre à l'ADEME de comprendre au mieux le projet du candidat sur la durée des 3 ans du programme d'actions comprenant notamment :
  - Les éléments demandés pour la candidature à la phase 1 ;
  - Une présentation/état des lieux/diagnostic complet du territoire présentant les enjeux principaux et les potentiels de réduction de l'impact énergie et climat grâce au programme d'action ;
  - Une fiche du programme d'actions : déclinant le plan d'actions de 3 ans en lui-même, les objectifs fixés et le dispositif mis en place pour évaluer ce programme. De manière succincte, les perspectives de développement, allant au-delà du programme d'actions de 3 ans, permettant à l'ADEME d'apprécier comment le candidat ou le groupement de candidats continuera à faire perdurer sa politique agriculture – énergie – climat après le programme d'actions
  - Une fiche de gouvernance du programme dont l'objectif est de définir, pour les 3 ans du programme d'actions, la constitution de l'équipe projet, la mobilisation en interne et la mobilisation avec l'externe.
- Les **pièces administratives** listées en page suivante

## INTENTION DE CANDIDATER

DANS LE CADRE DE MA REPONSE, MA CANDIDATURE PORTE *(cocher la case correspondante)*:

☐ Sur la phase 1 de l'appel à projets (conduite d'une étude de préfiguration avec demande d'aide financière auprès de l'ADEME)

**OU**

☐ Sur la phase 2 de l'appel à projets (conduite d'un programme d'actions avec demande d'aide financière auprès de l'ADEME)